

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mardi 25 mars 2025

Membres en exercice : 26

Présents : 19

Procuration(s) : 6

Absent(s) : 1

Nombres de votants : 26

Votes pour : 25

Vote(s) contre : 0

Abstention(s) : 0

Date de la convocation : mercredi 12 mars 2025

DELIBERATION N°DL_CP2025_0034

Relative au versement d'une avance aux structures nouvellement habilitées
en matière de protection de l'enfance

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq mars, à 08h30, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Madame Rosette VITTA, Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Nadjayedine SIDI donne pouvoir à Monsieur Saindou ATTOUMANI

Conseiller départemental absent :

Monsieur Daniel ZAIDANI

Secrétaire de séance désignée :

Madame Bibi CHANFI

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n° BL_AP2021_0197 du Conseil Départemental de Mayotte en date du 1^{er} juillet 2021, relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n° DL_AP2022_0203 relative aux délégations d'attributions du Conseil Départemental données à sa Commission Permanente ;

Vu la délibération n°DL_AP2024_0019 du 09 avril 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du Conseil départemental de Mayotte ;

Considérant le rapport n°2509 de Monsieur le Président du Conseil départemental ;

Considérant l'avis de la commission en date solidarités, action sociale et santé du 20 mars 2025 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : d'attribuer une dotation sous forme d'avance de trésorerie aux structures nouvellement habilitées en matière de protection de l'enfance, comme suit :

Domaine d'intervention	Dispositifs habilités	Gestionnaires	Observations sur le montant de l'avance
ENFANCE ET FAMILLE	Dispositif d'évaluation d'une partie des IP reçues à la CRIP de Mayotte (800 IP/an)	SARL PRACSA	Sur un budget prévisionnel annuel présenté par le gestionnaire de 569 852,26€, une avance de 170 955.678 € est accordée.
	Création d'un lieu de vie et d'accueil de 10 places pour publics complexes	SASU EQUILIBRE	Sur un budget prévisionnel annuel présenté par le gestionnaire de 429 001 €, une avance de 128 700.30 € est accordée.
	Création d'un lieu de vie et d'accueil de 10 places pour fratries	Madame BADRYA MADI BOINAIDI	Sur un budget prévisionnel annuel présenté par le gestionnaire de 765 624 €, une avance de 229 687,20 € est accordée.
		Association H.A.N.A	Sur un budget de fonctionnement prévisionnel annuel présenté par le gestionnaire 770 415 € une avance de 231 124.50 € est accordée.
	TOTAL		760 467.678 €

Les sommes accordées correspondent à une avance sur la prestation à venir. Le versement sera ainsi fait à la signature d'une convention.

Les gestionnaires devront ainsi adresser au Département, pour chaque mois, la facture liée à leur activité. Les services du Département procéderont aux vérifications nécessaires en vue de la certification du service fait. Et chaque facture reçue et certifiée viendra en déduction des sommes déjà perçues par le prestataire. Le Département commencera à mandater les factures reçues à partir du moment où la structure gestionnaire aura épurée, par les factures cumulées, l'avance versée.

Article 2 : d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération, notamment les conventions d'attribution ;

Article 3 : en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Ben Issa OUSSENI